

Je voudrais maintenant, honorables sénateurs, vous résumer quelle a été l'approche de notre comité. Comme vous le savez, pour établir une politique de défense, la façon classique de s'y prendre c'est de commencer par faire une analyse de la situation internationale. Quelles sont les menaces qui peuvent peser sur le Canada? C'est avec cela qu'il faut commencer lorsqu'on définit une politique de défense. Quelles sont ces différentes menaces qui pèsent sur le Canada ou sur nos pays alliés?

Deuxièmement, il faut analyser les répercussions de cette analyse du contexte international sur nos propres intérêts et nos propres objectifs nationaux. Troisièmement, il faut définir les moyens militaires que nous pouvons prendre pour défendre nos objectifs et finalement, faire une adéquation, une correspondance entre ces moyens et notre capacité de payer, plus précisément, la capacité des contribuables canadiens. C'est la démarche qui a été adoptée par nos alliés, par nos amis, dont les États-Unis, par la révision qui a été publiée sous l'administration du secrétaire de la Défense, Les Aspin; la France sous la direction de M. Léotard; l'Australie, la Hollande, les Pays-Bas qui ont publié récemment un livre blanc de révision politique de défense.

C'est aussi la démarche qui a été préconisée par l'ensemble des experts qui ont comparu devant le comité mixte des deux Chambres et c'est précisément la démarche que nous avons adoptée nous aussi.

Quel est le contexte de cette situation internationale que nous avons examinée? Nous sommes arrivés à la conclusion que, d'une part, la menace soviétique du pacte de Varsovie a diminué grandement, mais que précisément parce que cette division bipolaire n'existe plus — cette rivalité qui existait jusqu'à maintenant entre deux blocs qui contrôlaient chacun la moitié la planète — maintenant que l'un des deux blocs a disparu et que l'autre superpuissance a décidé de se retrancher chez elle et d'adopter une attitude assez dynamique dans le domaine de la concurrence économique, on a l'impression que la planète, finalement, n'est plus gouvernée.

Nous voyons aujourd'hui une cinquantaine de conflits locaux, régionaux qui ont éclaté aux quatre coins de la planète et qui sont promus soit par des guerres ethniques, religieuses, nationalistes. Ces guerres locales peuvent évidemment créer énormément de souffrance et de déplacement de population. Alors qu'il y a une vingtaine d'années, il y avait à peine deux millions de personnes, des réfugiés, qui étaient déplacés, aujourd'hui, il y a plus de 25 millions de réfugiés à travers la planète qui ont été déplacés. Le monde s'est fragmenté.

Il y a de nouvelles puissances régionales qui ont vu le jour. Il y a une prolifération des technologies de destruction massive. Il y a une prolifération des technologies militaires. Il y a l'éclosion de puissances régionales. Il y a une vingtaine de pays qui dans environ 25 ans auront les moyens de faire des armes nucléaires. Alors qu'aujourd'hui à part l'Union soviétique, il n'y a personne qui a des fusées qui peuvent atteindre l'Amérique du Nord, il y en aura près d'une quinzaine qui auront cette capacité dans une vingtaine d'années.

La plupart des crises qui sont arrivées depuis cinq ans, personne ne les a prévues. Qu'il s'agisse de la chute du mur de Berlin; qu'il s'agisse de la guerre en Yougoslavie; qu'il s'agisse de l'invasion du golfe. On peut mentionner un tas d'événements qui sont arrivés depuis une vingtaine d'années que personne n'avait prévus. C'est précisément parce que personne ne peut prévoir ce qui va arriver, que le fondement d'une politique de

défense, c'est évidemment de se préparer pour ce qui est imprévisible.

Deuxièmement, ce que nous remarquons c'est l'émergence d'organismes multilatéraux pour essayer d'amener une certaine stabilité sur la planète. Nous sommes arrivés à la conclusion que le Canada de par lui-même n'a pas les moyens financiers militaires pour peser tout seul sur l'évolution du monde et que notre avenir, c'est de travailler avec nos alliés à travers les organismes multilatéraux, par exemple l'ONU et l'OTAN pour essayer de mettre nos modestes forces au service de la paix.

Certains diront que l'instabilité croissante du monde ne nous concerne guère puisqu'elle touche surtout les pays qui sont très loin de nous. Selon les membres du comité, rien n'est plus faux. Certes le Canada est vaste et sa population modeste, mais son économie est largement tributaire du commerce international. Et on ne peut pas faire de commerce international si le reste de la planète n'est pas stable.

Nous faisons partie de la communauté planétaire. Nous n'échappons pas à la planétarisation des économies. À l'ère de l'internationalisation et de l'information, il nous est aisé de connaître et de comprendre rapidement les répercussions des guerres qui font rage aux quatre coins du monde.

Même le Canada a ses problèmes: les mouvements régionalistes et nationalistes mettent à rude épreuve notre tissu social. Et la raréfaction des richesses naturelles, notamment halieutiques, se fait sentir au large des côtes canadiennes. En conséquence, il est dans notre intérêt de faire régner la stabilité et l'état de droit et de favoriser une économie mondiale où tous les pays peuvent prospérer. Les enjeux dépassent toutefois notre rang dans le monde. Cela a un sens et une vocation que d'être Canadien. Cela signifie que nous ne pouvons rester indifférents lorsque les principes que nous défendons sont bafoués devant les famines, les massacres et les coups d'état.

Ces dernières années nous avons accepté de risquer la vie de nos militaires même lorsque notre sécurité ou nos intérêts nationaux clairement définis n'étaient pas concernés de près. Il faut réaliser que depuis la guerre de Corée, pour la première fois en Yougoslavie, les soldats canadiens ont été l'objet d'attaques meurtrières et une dizaine de soldats ont fait le sacrifice suprême de leur vie pour faire régner la paix dans cette partie du monde.

Notre prospérité et notre sécurité relative nous confèrent le devoir d'apporter aux autres peuples un peu de paix, de stabilité et de sécurité.

[Traduction]

• (1510)

C'est le général Mackenzie, comme vous le savez, qui a été le premier commandant des forces canadiennes en Yougoslavie. Il a dit au comité que si nos responsabilités dans le monde sont proportionnelles aux avantages dont nous jouissons au Canada, nous devons mettre nos forces, si modestes soient-elles, au service de la paix internationale.

[Français]

À ceux qui prétendent qu'il faut faire de l'armée canadienne un simple gendarme de la souveraineté nationale, nous répondons analyse à l'appui que le Canada ne peut se défilier devant la dimension internationale de ses intérêts et de ses responsabilités en matière de sécurité.